

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 21 avril 2006;

Vu l'avis 40.661/3 du Conseil d'Etat, donné le 20 juin 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté ministériel du 6 décembre 2005 établissant les modalités relatives à l'octroi de subventions à l'aide et l'activation des demandeurs d'aide sur les exploitations agricoles et horticoles dans le cadre du Programme flamand de Développement rural est complété par un chapitre V, comprenant l'article 7bis, rédigé comme suit :

« Chapitre V. — Commission consultative

Art. 7bis. La commission consultative, visée à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 octobre 2005 concernant l'octroi de subventions à l'aide et l'activation des demandeurs d'aide sur les exploitations agricoles et horticoles dans le cadre du Programme flamand de Développement rural, est composée comme suit :

1<sup>o</sup> deux représentants sur la proposition du Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche en mer, dont un assure la présidence;

2<sup>o</sup> deux représentants sur la proposition de la Ministre flamande du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille;

3<sup>o</sup> un représentant sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation.

Les membres sont nommés par le Ministre qui les a proposés pour un délai renouvelable de quatre ans.

Le Ministre flamand chargé de la politique agricole, nomme le président pour un délai renouvelable de quatre ans. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature par les Ministres.

Bruxelles, le 20 juillet 2006.

Le Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

Y. LETERME

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,

F. VANDENBROUCKE

La Ministre flamande du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,

I. VERVOTTE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3578

[2006/202900]

**30 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 43 modifié par les décrets des 9 septembre 1996 et 4 février 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 23 mai 2006;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 40.476/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 juin 2006 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie, modifié par l'arrêté du 21 avril 1994, les mots « d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie » sont remplacés par les mots « délivrés dans la catégorie paramédicale dans les sections Accoucheuse, Soins infirmiers, Ergothérapie et Logopédie de l'Enseignement supérieur non universitaire ».

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, modifié par l'arrêté du 21 avril 1994, est remplacé par l'article suivant :

« Article 1<sup>er</sup>. Il est créé un jury de la Communauté française chargé de conférer les attestations de réussite des deux premières années du grade délivré dans la catégorie paramédicale dans la section Accoucheuse de l'Enseignement supérieur non universitaire et de conférer les grades délivrés dans la catégorie paramédicale dans les sections Soins infirmiers, Ergothérapie et Logopédie de l'Enseignement supérieur non universitaire.

Le jury est divisé par année d'études et par sections.

Le jury est composé de membres interrogateurs ayant assuré la responsabilité des activités d'enseignement. ».

**Art. 3.** A l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1<sup>er</sup> est remplacé par le § suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Le président et le vice-président sont choisis parmi les fonctionnaires des services du Gouvernement ou parmi le personnel des Hautes Ecoles ayant une catégorie paramédicale, en activité de service ou retraité. ».

b) au § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté du 22 avril 1996, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les membres sont choisis parmi les membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles ayant une catégorie paramédicale, en activité de service ou retraités. ».

**Art. 4.** A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 20 avril 1998, les mots « ou, selon le cas, de la sous-section » sont supprimés.

**Art. 5.** L'article 9, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les archives sont conservées par la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique. ».

**Art. 6.** L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 20 avril 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art.10. Il y a annuellement deux sessions d'examens.

L'examen est l'opération de vérification des connaissances pour une matière déterminée et l'épreuve est l'ensemble des examens d'une même année d'études.

Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions ou son délégué fixe les dates et l'ordre détaillé de chaque session. ».

**Art. 7.** A l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 20 avril 1998, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à un examen organisé » sont remplacés par les mots « à une épreuve organisée »;

b) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « le même examen » sont remplacés par les mots « la même épreuve »;

c) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, les mots « l'examen » sont remplacés par les mots « l'épreuve » et les mots « d'infirmier(e) gradué(e) » sont remplacés par les mots « de la section Soins infirmiers »;

d) à l'alinéa 2, les mots « à un examen organisé » sont remplacés par les mots « à une épreuve organisée », les mots « une ou plusieurs épreuves » sont remplacés par les mots « un ou plusieurs examens » et les mots « du susdit examen » sont remplacés par les mots « de la susdite épreuve ».

**Art. 8.** A l'article 12 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté du 20 avril 1998, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les personnes visées à l'article 11, alinéa 2, qui ont à présenter des examens figurant au programme de plusieurs épreuves successives ne peuvent s'inscrire à une de ces épreuves que si elles apportent par certificat la preuve de la réussite de l'épreuve précédente. ».

**Art. 9.** A l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 22 avril 1996, les mots « aux épreuves d'un même examen du jury » sont remplacés par les mots « aux examens d'une même épreuve du jury ».

**Art. 10.** Aux articles 15 et 16 du même arrêté, les mots « de l'Enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « de l'Enseignement non obligatoire ».

**Art. 11.** A l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés des 22 avril 1996 et 8 novembre 2001, les mots « chacun des examens » sont remplacés par les mots « chacune des épreuves ».

**Art. 12.** A l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés des 22 avril 1996, 5 juin 1996, et 20 avril 1998, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5<sup>o</sup> est remplacé comme suit : « 5<sup>o</sup> pour les candidats à une épreuve dans les sections Ergothérapie et Logopédie, l'indication du programme d'une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française, sur lequel le candidat désire être interrogé; »;

b) au 6<sup>o</sup> les mots « l'examen » sont remplacés par les mots « l'épreuve »;

c) au 9<sup>o</sup>, les mots « un extrait d'acte de naissance » sont remplacés par les mots « une photocopie d'un document d'identité belge ou étrangère ».

**Art. 13.** L'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 21 avril 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art.19. Pour les candidats à une épreuve dans les sections Ergothérapie et Logopédie, les matières qui font l'objet des examens sont celles figurant au programme de l'année académique en cours des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ayant une catégorie paramédicale qui comprend les sections Ergothérapie et Logopédie.

Pour les candidats à une épreuve dans les sections Soins infirmiers et accoucheuses, les matières qui font l'objet des examens sont celles figurant au programme du jury en vue de la présentation des examens des sections Soins infirmiers et Accoucheuse. ».

**Art. 14.** A l'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 22 avril 1996, les mots « à une épreuve écrite ou à une épreuve orale » sont remplacés par les mots « à un examen écrit ou un examen oral ».

**Art. 15.** A l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 22 avril 1996, les mots « épreuves écrites » sont remplacés par les mots « examens écrits ».

**Art. 16.** L'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 22 avril 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Les examens oraux sont publics. ».

**Art. 17.** A l'article 24 du même arrêté, le mot « deuxième » est remplacé par le mot « seconde ».

**Art. 18.** L'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est dressé procès-verbal du résultat de la délibération. Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury d'examens et les résultats de la délibération. Il mentionne également pour chaque étudiant ajourné ou refusé, les motifs de la décision adoptée. Le procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et au moins trois membres du jury d'examens, au plus tard le dernier jour de la session d'examens. ».

**Art. 19.** A l'article 26, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 5 juin 1996, les mots « à la session d'examens » sont remplacés par les mots « à l'épreuve » et les mots « des épreuves » sont remplacés par les mots « des examens ».

**Art. 20.** A l'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 21 avril 1994, les mots « l'examen » sont remplacés par les mots « l'épreuve ».

**Art. 21.** L'article 28 du même arrêté, modifié par les arrêtés des 22 avril 1996, 5 juin 1996 et 19 octobre 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, en cas de réussite d'un ou plusieurs examens relatifs à des années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'examens peuvent être accordées par le président du jury, après avis de l'Inspection de l'Enseignement supérieur.

§ 2. Pour la seconde session, le jury dispense le candidat qu'il ajourne de représenter les examens réussis, et ce, selon les modalités prévues à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 précité. ».

**Art. 22.** L'article 29 du même arrêté est abrogé.

**Art. 23.** Le présent arrêté produit ses effets pour l'année académique 2004-2005.

Bruxelles le 30 juin 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3578

[2006/202900]

**30 JUNI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inzonderheid op artikel 43, gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996 en 4 februari 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau, van 23 mei 2006;

Gelet op het advies nr. 40.476/2 van de Raad van State, gegeven op 7 juni 2006 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie, gewijzigd bij het besluit van 21 april 1994, worden de woorden « van vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster, gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie » vervangen door de woorden « uitgereikt in de paramedische categorie in de afdelingen Vroedvrouw, Verpleegzorg, Arbeidstherapie en Logopedie van het niet-universitair Hoger onderwijs ».

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 21 april 1994, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Er wordt een examencommissie van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van getuigschriften voor het slagen voor de eerste twee jaren van de graad uitgereikt in de paramedische categorie in de afdeling Vroedvrouw van het niet-universitair hoger onderwijs en met het toekennen van de graden uitgereikt in de paramedische categorie in de afdelingen Verpleegzorg, Arbeidstherapie en Logopedie van het niet-universitair Hoger Onderwijs.

De examencommissie wordt per studiejaar en per afdeling ingedeeld.

De examencommissie is samengesteld uit de ondervragers die voor de onderwijsactiviteiten instonden. ».

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De voorzitter en de vice-voorzitter worden gekozen uit de ambtenaren van de diensten van de Regering of uit het personeel van de Hogescholen met een paramedische categorie, in actieve dienst of in ruste gesteld. ».

b) in § 2 wordt het eerste lid, gewijzigd bij het besluit van 22 april 1996, vervangen als volgt :

« De leden worden gekozen uit het onderwijzend personeel van de Hogescholen met een paramedische categorie, in actieve dienst of in ruste gesteld. ».

**Art. 4.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 20 april 1998, worden de woorden « of desgevallend per onderafdeling » geschrapt.

**Art. 5.** Artikel 9, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Het archief wordt bewaard door de Algemene Directie Niet-verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek. ».

**Art. 6.** Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 20 april 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Er zijn jaarlijks twee examenzittijden.

Het examen heeft tot doel de kennis in een bepaald vak te controleren en de proef is het geheel van de examens van eenzelfde studiejaar.

De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort of zijn afgevaardigde stelt de data en de gedetailleerde volgorde van elke zitting vast. ».

**Art. 7.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 20 april 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « voor een examen ingericht » vervangen door de woorden « voor een proef georganiseerd »;

b) in het eerste lid, 1<sup>o</sup>, worden de woorden « hetzelfde examen » vervangen door de woorden « dezelfde proef »;

c) in het eerste lid, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> worden de woorden « het examen » vervangen door de woorden « de proef » en worden de woorden « Gegradueerd verpleger » vervangen door de woorden « van de afdeling Verpleegzorg »;

d) in het tweede lid worden de woorden « een door de examencommissie ingericht examen » vervangen door de woorden « een door de examencommissie georganiseerde proef » en worden de woorden « een of meer proeven » vervangen door de woorden « één of meer examens » en worden de woorden « van bovenvermeld examen » vervangen door de woorden « van bovenvermelde proef ».

**Art. 8.** In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid, gewijzigd bij het besluit van 20 april 1998, vervangen als volgt :

« De personen bedoeld in artikel 11, tweede lid, die examens moeten afleggen die op het programma staan van meerdere elkaar opvolgende proeven mogen zich enkel aanmelden voor één van deze proeven als zij het bewijs leveren via een getuigschrift van slagen voor de vorige proef. ».

**Art. 9.** In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 22 april 1996, worden de woorden « voor de gedeelten van één examen van de examencommissie » vervangen door de woorden « voor de examens van eenzelfde proef van de examencommissie ».

**Art. 10.** In de artikelen 15 en 16 van hetzelfde besluit worden de woorden « van het Hoger Onderwijs » vervangen door de woorden « van het Niet-verplicht Onderwijs ».

**Art. 11.** In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 22 april 1996 en 8 november 2001, worden de woorden « per examen » vervangen door de woorden « per proef ».

**Art. 12.** In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 22 april 1996, 5 juni 1996 en 20 april 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 5<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt : « 5<sup>o</sup> voor de kandidaten voor een proef in de afdelingen Arbeidstherapie en Logopedie, de vermelding van het programma van een Hogeschool die door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd wordt en waarover de kandidaat wenst ondervraagd te worden; »;

b) in 6<sup>o</sup> worden de woorden « het examen » vervangen door de woorden « de proef »;

c) in 9<sup>o</sup> worden de woorden « een uittreksel uit de geboorteakte » vervangen door de woorden « een afschrift van een Belgisch of buitenlands identiteitsstuk ».

**Art. 13.** Artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 21 april 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. Voor de kandidaten voor een proef in de afdelingen Arbeidstherapie en Logopedie is de stof van het examen de leerstof van het programma van het lopende academiejaar in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap met een paramedische categorie waaronder de afdelingen Arbeidstherapie en Logopedie.

Voor de kandidaten voor een proef in de afdelingen Verpleegzorg en vroedvrouwen is de stof van het examen de leerstof van het programma van de examencommissie met het oog op het afleggen van examens van de afdelingen Verpleegzorg en Vroedvrouw. ».

**Art. 14.** In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 22 april 1996, worden de woorden « het examengedeelte schriftelijk of mondeling » vervangen door de woorden « het examen schriftelijk of mondeling ».

**Art. 15.** In artikel 22, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 22 april 1996, worden de woorden « De schriftelijke examengedeelten » vervangen door de woorden « De schriftelijke examens ».

**Art. 16.** Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 22 april 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. De mondelinge examens worden in het openbaar afgenomen.

**Art. 17.** In artikel 24 van hetzelfde besluit wordt het woord « deuxième » in de Franse tekst vervangen door het woord « seconde ».

**Art. 18.** Artikel 25, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Er wordt een proces-verbaal opgemaakt na de beraadslaging. Het proces-verbaal van de beraadslaging vermeldt de samenstelling van de examencommissie en de resultaten van de beraadslaging. Het vermeldt ook voor elke afgewezen of uitgestelde student de redenen van de aangenomen beslissing. Het proces-verbaal wordt door de voorzitter, de secretaris en ten minste drie leden van de examencommissie ondertekend en dit, uiterlijk de laatste dag van de examenzitting. ».

**Art. 19.** In artikel 26, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 5 juni 1996, worden de woorden « voor de examenzitting » vervangen door de woorden « voor de proef » en worden de woorden « alle proeven » vervangen door de woorden « alle examens ».

**Art. 20.** In artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 21 april 1994, worden de woorden « het examen » vervangen door de woorden « de proef ».

**Art. 21.** Artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 22 april 1996, 5 juni 1996 en 19 oktober 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. § 1. Onverminderd het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, bij het slagen voor één of meer examens in verband met de studiejaar van het hoger onderwijs, kunnen vrijstellingen van examens worden verleend door de voorzitter van de examencommissie na advies van de Inspectie van het Hoger Onderwijs.

§ 2. Voor de tweede zitting stelt de examencommissie de kandidaat die ze uitstelt vrij zich aan te melden voor de examens waarvoor hij geslaagd is volgens de nadere regels bedoeld in het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996. ».

**Art. 22.** Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 23.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2004-2005.

Brussel, 30 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3579

[2006/202907]

**30 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 43 modifié par les décrets des 9 septembre 1996 et 4 février 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 23 mai 2006;

Vu l'avis n° 40.477/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 juin 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial, les mots « de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial » sont remplacés par les mots « délivrés dans la section Sciences commerciales et dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'Enseignement supérieur non universitaire de type long. »

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Article 1<sup>er</sup>. Il est créé un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française chargé de conférer les grades délivrés dans la section Sciences commerciales et dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'Enseignement supérieur non universitaire de type long.

Le jury est divisé par année d'études et par section.

Le siège du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le jury peut également organiser des examens en dehors de cet arrondissement, si les nécessités l'exigent. ».

**Art. 3.** A l'article 2 du même arrêté, les mots « Chaque subdivision du jury, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, est composée » sont remplacés par les mots « Le jury est composé de ».

**Art. 4.** A l'article 10, alinéa 2, du même arrêté, le mot « supérieur » est remplacé par les mots « non obligatoire et de la Recherche scientifique ».

**Art. 5.** A l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Deux sessions d'examens ont lieu annuellement, l'examen étant l'opération de contrôle de connaissances pour une matière déterminée, l'épreuve étant l'ensemble des examens d'une même année d'études. »

**Art. 6.** A l'article 12 du même arrêté, le mot « examens » est remplacé par le mot « épreuves ».